Projet de Loi 22: Loi sur les professionnels de la santé

Le ministre de la Santé et des Services communautaires a déposé à l'Assemblée législative le projet de loi 22, intitulé **Loi sur les professionnels de la santé**, qui a pour effet de modifier la *Loi sur le physiothérapie*. Ce projet de loi a été conçu par le ministère de la Santé et des Services communautaires en consultation avec les dispensateurs de soins de santé. Son objectif est de faire en sorte que les lois d'intérêt privé qui régissent les professionnels de la santé renferment des dispositions pour empêcher les abus sexuels de patients par des professionnels de la santé et prévoient des mesures à prendre en cas de tels abus.

Le projet de loi couvre quinze catégories différentes de professions de la santé auto réglementées. Chaque chapitre de ce projet de loi de 250 pages prévoit des modifications propres à chaun des groupes professionnels. Les modifications harmonisent la procédure à suivre concernant les plaintes et les mesures disciplinaires par les diverses professions et renferment des dispositions particulières sur l'abus sexuel de patients par des professionnels de la santé.

Le chapitre 12 du projet de loi 22 traite des changements à la *Loi de 1985 sur la physiothérapie*.

Dispositions sur les abus sexuels

Il est précisé que les abus sexuels sont une forme de conduite indigne d'un professionnel et signifient:

- des rapports sexuels ou autres formes de relations physiques sexuelles entre un professionnel de la santé et un patient;
- des attouchements de nature sexuelle d'un patient par un professionnel de la santé; ou,
- un conduite ou des remarques de nature sexuelle par un professionnel de la santé à l'égard d'un patient.

"Nature sexuelle" ne comprend pas les attouchements, une conduite ou des remarques de nature clinique appropriée au service dispensé.

Le projet de loi 22 oblige les physiothérapeutes en vertu de la loi à dénoncer les incidents d'abus sexuels par d'autres professionnels de la santé. Un physiothérapeute qui fait défaut de déposer un rapport d'abus sexuel d'un patient par un autre professionnel de la santé se rend coupable de conduite indigne d'un professionnel.

Également, le public aura un accès accru aux renseignements de nature disciplinaire, mais surtout en ce qui concerne les cas d'abus sexuels. Quiconque demande des renseignements au sujet d'un physiothérapeute ou d'un ancien physiothérapeute aura droit à une brève description de la nature de l'inconduite, des conclusions du comité de discipline et de la peine imposée, et ce droit est maintenu pour une période indéfinie s'il a été constaté que le physiothérapeute a abusé sexuellement un patient.

Enfin, le projet de loi 22 établit des mesures que le Collège des physiothérapeutes du Nouveau-Brunswick (CPTNB) doit prendre pour empêcher les abus sexuels de patients par des physiothérapeutes, notamment:

- l'éducation des membres sur les abus sexuels;
- des lignes directrices pour la conduite des membres avec les patients;
- la fourniture au public de renseignements sur ces lignes directrices; et,
- l'information du public sur les procédures de plaintes prévues par la *Loi sur le physiothérapie*.

Mesures disciplinaires générales

Le projet de loi 22 impose un certain nombre de changements en ce qui concerne les mesures disciplinaires du CPTNB qui sont prévues en vertu de la *Loi sur le physiothérapie*, quelle que soit la nature de la plainte. Le projet de loi 22 prévoit des pouvoirs d'enquête accrus, y compris le droit de perquisition et de saisie. Un enquêteur peut aussi demander un mandat de perquisition à un juge de la Cour du Banc de la Reine. Des questions ont été soulevées sur l'effet de ces pouvoirs accrus en ce qui concerne la confidentialité des dossiers des patients.

Le projet de loi 22 apporte un autre changement important à la *Loi sur physiothérapie* en ce sens qu'il oblige à donner un avis public de toutes les suspensions et révocations. En vertu des modifications, CPTNB devra rendre publiques les décisions en question, y compris les noms des physiothérapeutes. Le public aura aussi accès à ces informations durant une période de cinq ans après les décisions de nature disciplinaire, ou pour une période indéfinie en cas d'abus sexuel.

Quelles sont les personnes visées par la nouvelle loi?

La nouvelle loi vise les professionnels de la santé suivants opticiens, prothésistes dentaires, diététistes, technologistes de laboratoire médical, travailleuses sociales et travailleurs sociaux, dentistes, infirmières et infirmiers, ergothérapeutes, optométristes, pharmaciennes et pharmaciens, podiatres, physiothérapeutes, infirmières et infirmiers auxiliaires, orthophonistes, audiologistes et psychologues. Les médecins ne sont pas visés par la nouvelle loi, mais la *Loi médicale* fait actuellement l'objet de modifications. Il faut s'attendre à ce que, une fois modifiée, la Loi médicale ressemblera beaucoup à la nouvelle loi 22. Un des aspects de la nouvelle *Loi* qui concerne les professionnels de la santé, y compris les physiothérapeutes, est l'obligation de soumettre des rapports en cas d'abus sexuels.

Quelles sont mes obligations?

1. Vous devez déterminer Si vous avez des «motifs raisonnables de croire» que des abus sexuels ont eu lieu

La loi oblige les professionnels de la santé, y compris les physiothérapeutes, à signaler les cas d'abus sexuels. Plus particulièrement, la nouvelle *Loi* oblige les professionnels de la santé qui ont des «motifs raisonnables de croire qu'un autre professionnel de la santé ait abusé sexuellement d'un patient ou d'un client...» à déposer un rapport à ce sujet.

1.(a) Que signifie «motifs raisonnables de croire»?

Il n'existe aucune définition précise de l'expression «motifs raisonnables de croire». La réponse dépend dans chaque cas de faits particuliers, ainsi que d'informations que le professionnel de la santé a observés ou notés.

1.(b) Comment puis-je savoir si j'ai des «motifs raisonnables»?

Il est possible de se poser un certain nombre de questions pour savoir s'il existe des «motifs raisonnables de croire» qu'un professionnel de la santé a censément abusé d'un patient. Tout d'abord, examinons la définition d'abus sexuel. Savez-vous si l'on s'est produit des relations sexuelles physiques entre le professionnel de la santé et le patient? Avez-vous observé des attouchements de nature sexuelle de la part d'un professionnel de la santé sur le patient? Avez-vous entendu parlé d'un comportement de nature sexuelle entre le professionnel de la santé et un patient ou observé vous-même un tel comportement? N'oubliez pas que les attouchements, une conduite ou des remarques de nature clinique sont autorisés.

Si vous pouvez répondre par l'affirmative à l'une ou l'autre des trois questions ci-dessus, vous avez peut-être des «motifs raisonnables de croire» qu'un patient a fait l'objet d'abus sexuels. En pareilles circonstances, il faut se poser une deuxième série de questions. Essayez de vous conduire en observatrice objective et impartiale. Quelle réponse donneriez-vous, par exemple, si un autre professionnel de la santé venait vous demander votre opinion en se basant sur les informations que vous avez? Laisseriez-vous entendre que les informations sont suffisantes pour répondre à la définition d'abus sexuels?

Troisièmement, vous auriez peut-être intérêt à discuter de la situation avec une autre personne. Si vous travaillez dans un établissement, vous devriez en parler à votre surveillant immédiat. Si vous ne pouvez pas parler à un surveillant ou s'il vous faut des informations en plus de ce que vous avez fourni à votre surveillant, vous pouvez vous adresser au CPTNB afin d'obtenir des conseils strictement confidentiels.

Quatrièmement, après avoir examiné les points ci-dessus et les autres informations appropriées, c'est à vous qu'il appartient d'exercer votre jugement professionnel et de déterminer si vous avez des «motifs raisonnables de croire» qu'un professionnel de la santé aurait abusé sexuellement d'un patient.

2. Faites un rapport

2.(a) À qui le rapport doit-il être adressé?

Les rapports doivent être préparés par écrit et envoyés au CPTNB s'il est question de la conduite d'une physiothérapeute ou d'un physiothérapeute, ou envoyés à l'organisme de réglementation approprié si la situation concerne un autre professionnel de la santé.

2.(b) Quand dois-je déposer un rapport?

Un rapport doit être soumis à l'organisme professionnel **dans les 21 jours** suivant la date des abus soupçonnés.

2.(c) Quelles informations dois-je signaler dans le rapport?

Les physiothérapeutes qui ont des «motifs raisonnables de croire qu'un autre professionnel de la santé a abusé sexuellement d'un patient ou d'un client...» doivent fournir par écrit à ce sujet les informations suivantes à l'organisme de réglementation du professionnel de la santé en question:

- le nom du physiothérapeute qui produit le rapport;
- le nom du professionnel de la santé visé par la plainte; et
- des informations sur l'abus sexuel allégué.

2.(d) Faut-il indiquer le nom du patient?

Avant de produire le rapport, le physiothérapeute ou le professionnel de la santé doit aviser le patient de son intention de produire un rapport ou doit avoir fait de son mieux pour aviser le patient à ce sujet.

Le rapport ne doit pas mentionner le nom du patient ou du client qui a censément été abusé sexuellement, sauf avec le consentement écrit de celui-ci ou de son représentant.

2.(e) Comment dois-je obtenir le consentement du patient?

Quelles sont les politiques et procédures de votre établissement sur l'obtention d'un consentement écrit pour des soins médicaux ou traitements? Lorsque vous produisez un rapport conformément aux exigences de la nouvelle Loi, il importe de tenir compte des politiques et procédures de votre organisme. La nouvelle *Loi* ne remplace pas les politiques et procédures, de telle sorte qu'elle doit s'appliquer conformément à celles-ci.

2.(f) Que se produit-il si un patient refuse de faire inclure son nom dans votre rapport?

Si le patient n'y consent pas, il ne faut pas inclure son nom dans le rapport. Il faut alors produire le rapport sans indiquer le nom du patient.

3. Quelles sont les circonstances qui ne m'obligent pas à soumettre un rapport?

Vous n'êtes pas tenue de soumettre un rapport si vous ne connaissez pas le nom du professionnel de la santé en question.

4. Que se produira-t-il si j'omet de soumettre un rapport?

Un professionnel de la santé se rend coupable d'un acte indigne d'un professionnel s'il omet de déposer un rapport dans les 21 jours qui suivent la date des abus sexuels présumés. Une personne qui commet un acte indigne d'un professionnel s'expose à des mesures disciplinaires de la part de son organisme de réglementation.

Récapitulation

Les obligations imposées aux professionnels de la santé en vertu de la *Loi sur les professionnels de la santé* se résument comme suit:

- Lorsqu'un patient fait l'objet d'abus sexuels présumés, la loi oblige à le signaler dans les 21 jours suivants à l'organisme de réglementation du professionnel de la santé soupçonné d'avoir commis de tels abus (CPTNB dans le cas des physiothérapeutes).
- Le rapport à l'organisme de réglementation doit être fait par écrit et doit mentionner le nom du professionnel de la santé en question, ainsi que des informations sur les abus sexuels présumés.
- Avant la production d'un rapport, il faudrait en aviser le patient en question, ou du moins le professionnel de la santé qui produit le rapport doit avoir fait de son mieux pour aviser le patient de son intention de produire un rapport.
- Il faut mentionner le nom du patient dans le rapport seulement si celui-ci ou son représentant y consent par écrit.
- Même si la loi obligera désormais les praticiens individuels à signaler les cas d'abus sexuels de patients, cela ne remplace pas les politiques et procédures établies par les organismes en cas de tels abus.